trente jours, mais au moins trente jours avant le second paiement à être fait par la corporation, après que lesdites listes auront été faites, de mettre devant le trésorier toute plainte qu'ils pourront avoir à faire au sujet desdites listes en en donnant avis trois jours d'avance au bureau des commissaires d'écoles dont la part de la somme pourra être diminuée par suite de cette plainte, avec appel au recorder dans les trois jours de la décision du trésorier, et, suivant la décision du trésorier ou du recorder, suivant le cas, la liste ou les listes seront amendées, et, lors du prochain paiement, l'erreur sera réparée pour les deux paiements.

Après le second paiement, il sera loisible à la corporation, si elle le juge à propos, de déclarer que l'état et les listes telles qu'amendées seront en force pour l'espace de trois ans à compter de leur date, et il ne sera fait aucun autre état ou listes pendant le temps pendant lequel lesdits état et listes seront en force. 32 V., c. 16, s. 32.

32.—La somme à être payée semi-annuellement pour l'entretien des écoles par la corporation, sera partagée comme suit:

1. Une somme proportionnée à la valeur de la propriété inscrite sur la liste numéro trois sera divisée entre les bureaux de commissaires d'écoles catholiques romains et protestants dans la proportion relative des populations catholiques romaines et protestantes dans ladite cité, d'après le recensement lors dernier.

2. La balance de ladite somme sera divisée entre lesdits bureaux catholiques romains et protestants dans la proportion relative de la valeur de la propriété inscrite sur les listes numéro un et numéro deux respectivement. 32 V., c. 16, s. 33.

33.—Les taxes scolaires perçues par la cité doivent être déposées dans une banque incorporée, au fur et à mesure qu'elles sont perçues, à un compte spécial à cet effet, et ne peuvent être retirées que pour en faire remise aux commissions scolaires qui y ont droit. 7 Geo. V, c. 59, s. 14.